



Cahier Spécial des Charges BFA23002- 10041

Marché de services relatif à la « Mise en Place d'une plateforme de jeu « Serious Game » de sensibilisation & de formation sur la SDSR pour les jeunes & adolescent·e·s de la région de la Boucle du Mouhoun »

Pays : Burkina Faso

Table des matières

1	Généralités.....	5
1.1	Dérogations aux Règles Générales d'Exécution	5
1.2	Pouvoir adjudicateur	5
1.3	Cadre institutionnel d'Enabel	5
1.4	Règles régissant le marché	6
1.5	Définitions	7
1.6	Confidentialité	8
1.7	Obligations déontologiques	9
1.8	Droit applicable et tribunaux compétents	9
2	Objet et portée du marché	10
2.1	Nature du marché	10
2.2	Objet du marché.....	10
2.3	Lots	10
2.4	Postes	10
2.5	Durée	10
2.6	Variantes.....	10
2.7	Quantités	10
3	Procédure.....	11
3.1	Mode de passation	11
3.2	Publication.....	11
3.3	Information.....	11
3.4	Offre	12
3.5	Introduction des offres.....	13
3.6	Modification ou retrait d'une offre déjà introduite	14
3.7	Ouverture des offres	14
3.8	Evaluation des offres	14
3.9	Conclusion du marché	18
4	Dispositions contractuelles particulières.....	20
4.1	Définitions (Art. 2)	20
4.2	Correspondance avec le prestataire de services (Art. 10).....	20
4.3	Fonctionnaire dirigeant (Art. 11).....	20
4.4	Sous-traitants (Art. 12-15).....	21
4.5	Confidentialité (Art. 18).....	21
4.6	Droits intellectuels (Art. 19-23)	21
4.7	Cautionnement (Art. 25-33)	22
4.8	Conformité de l'exécution (Art. 34).....	24
4.9	Circonstances imprévisibles (Art. 38/9).....	24

4.10	Réception technique préalable (Art. 41-42).....	24
4.11	Moyens d'action du pouvoir adjudicateur (Art. 44-51 et 154-155)	24
4.12	Modalités d'exécution (Art. 146 et seq.).....	26
4.13	Conditions générales de paiement (Art. 66-72 and 160)	26
4.14	Fin du marché (Art. 64-65, 150 et 156-157)	27
4.15	Modifications du marché (Art. 37-38 et 151).....	27
4.16	Litiges (Art. 73)	28
5	Termes de Référence	29
5.1	Informations générales	29
5.2	Description des prestations.....	30
5.3	Résultats attendus.....	Erreur ! Signet non défini.
	Activités principales.....	Erreur ! Signet non défini.
	Conception et développement de l'application.....	31
5.4	Test et Validation.....	32
5.5	Formation des utilisateurs.....	32
5.6	Déploiement et Suivi	32
5.7	Livrables.....	32
5.8	Contrainte et Mesures d'atténuation.....	33
	Contraintes identifiées	33
	Proposition de mesures d'atténuation	33
5.9	Profil des experts ou expertise demandée.....	33
	Ressources humaines	33
5.10	Durée et Calendrier de mise en oeuvre	34
5.11	Indicateurs de performance	35
5.12	Responsabilité et Parties prenantes.....	35
5.13	Autres informations.....	Erreur ! Signet non défini.
5.14	Exemples ou références de projets similaires réalisés.Grandes lignes du Contenu	36
6	Formulaires	38
6.1	Formulaire d'identification.....	38
6.2	Déclaration d'intégrité pour les soumissionnaires.....	39
6.3	Déclaration 'droits d'accès'	40
6.4	Procuration	42
6.5	Enregistrement et statut juridique.....	42
6.6	Attestation de régularité relative au paiement des cotisations sociales	42
6.7	Attestation de régularité relative au paiement des impôts et taxes.....	42
6.8	Extrait de casier judiciaire	42
6.9	Liste des services similaires	43
6.10	Certificats de bonne exécution.....	43

6.11	Offre financière et formulaire d'offre	44
6.12	Méthodologie	46
6.13	Experts principaux	47
6.14	Déclaration d'exclusivité et de disponibilité.....	49
6.15	Modèle de preuve de constitution de cautionnement	51

1. Généralités

1.1. Dérogations aux Règles Générales d'Exécution

La section 4 « Conditions contractuelles et administratives particulières » du présent Cahier Spécial des Charges contient les clauses administratives et contractuelles particulières applicables au présent marché public par dérogation à l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 ou qui complètent ou précisent celui-ci.

Dans le présent cahier spécial des charges, il est dérogé aux Règles Générales d'Exécution (voir point 4.7 « Cautionnement (Art. 25-33) »). Cette dérogation est motivée pour laisser l'opportunité aux éventuels soumissionnaires locaux d'introduire offre.

1.2. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur du présent marché public est Enabel, Agence belge de développement, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles).

Enabel se voit confier l'exclusivité de l'exécution, tant en Belgique qu'à l'étranger, des tâches de service public en matière de coopération bilatérale directe avec des pays partenaires. En outre, elle peut exécuter d'autres missions de coopération à la demande d'organismes d'intérêt public et développer des actions propres qui contribuent à ses objectifs.

Pour ce marché, Enabel est valablement représentée par M. Danny Denolf, Directeur Pays d'Enabel au Burkina Faso.

1.3. Cadre institutionnel d'Enabel

Le cadre de référence général dans lequel travaille Enabel est :

- La Loi belge du 19 mars 2013 relative à la Coopération au Développement¹ ;
- La Loi belge du 21 décembre 1998 portant création de la « Coopération Technique Belge » sous la forme d'une société de droit public² ;
- La Loi du 23 novembre 2017 portant modification du nom de la Coopération technique belge et définition des missions et du fonctionnement d'Enabel, Agence belge de Développement, publiée au Moniteur belge du 11 décembre 2017.

Les développements suivants constituent eux aussi un fil rouge dans le travail d'Enabel. Citons, à titre de principaux exemples :

- Sur le plan de la coopération internationale : les Objectifs de Développement Durables des Nations unies, la Déclaration de Paris sur l'harmonisation et l'alignement de l'aide ;
- Sur le plan de la lutte contre la corruption : la loi du 8 mai 2007 portant assentiment à la Convention des Nations unies contre la corruption, faite à New York le 31 octobre 2003³, ainsi que la loi du 10 février 1999 relative à la répression de la corruption transposant la Convention relative à la lutte contre la corruption de fonctionnaires étrangers dans des transactions commerciales internationales ;

¹ M.B. du 30 décembre 1998, du 17 novembre 2001, du 6 juillet 2012, du 15 janvier 2013 et du 26 mars 2013.

² M.B. du 1er juillet 1999.

³ M.B. du 18 novembre 2008.

- Sur le plan du respect des droits humains : la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme des Nations unies (1948) ainsi que les 8 conventions de base de l'Organisation Internationale du Travail consacrant en particulier le droit à la liberté syndicale (C. n° 87), le droit d'organisation et de négociation collective de négociation (C. n° 98), l'interdiction du travail forcé (C. n° 29 et 105), l'interdiction de toute discrimination en matière de travail et de rémunération (C. n° 100 et 111), l'âge minimum fixé pour le travail des enfants (C. n° 138), l'interdiction des pires formes de ce travail (C. n° 182) ;
- Sur le plan du respect de l'environnement : La Convention-cadre sur les changements climatiques de Paris, le douze décembre deux mille quinze ;
- Le premier contrat de gestion entre Enabel et l'Etat fédéral belge (approuvé par l'Arrêté Royal du 17 décembre 2017, M.B. 22 décembre 2017) qui arrête les règles et les conditions spéciales relatives à l'exercice des tâches de service public par Enabel pour le compte de l'Etat belge ;
- Le Code éthique de Enabel de janvier 2019, ainsi que la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019.

1.4. Règles régissant le marché

Le marché public est régi par le droit belge, notamment :

- La Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics⁴ ;
- La Loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services⁵ ;
- L'A.R. du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques⁶ ;
- L'A.R. du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics⁷ ;
- Les Circulaires du Premier Ministre en matière de marchés publics ;
- La Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 ;
- La Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 ;
- Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (Règlement Général relatif à la Protection des données, ci-après RGPD) ;
- La Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.
- Toute la réglementation belge sur les marchés publics peut être consultée sur www.publicprocurement.be, le code éthique et les politiques de Enabel mentionnées ci-dessus sur le site web de Enabel, ou <https://www.enabel.be/fr/content/lethique-enabel>.

⁴ M.B. 14 juillet 2016.

⁵ M.B. du 21 juin 2013.

⁶ M.B. 9 mai 2017.

⁷ M.B. 27 juin 2017.

1.5. Définitions

Dans le cadre de ce marché, il faut comprendre par :

- Le soumissionnaire : un opérateur économique qui présente une offre ;
- L'adjudicataire / prestataire de services : le soumissionnaire à qui le marché est attribué ;
- Le pouvoir adjudicateur ou l'adjudicateur : Enabel, représentée par le Représentant résident d'Enabel au Burkina Faso ;
- L'offre : l'engagement du soumissionnaire d'exécuter le marché aux conditions qu'il présente ;
- Jours : A défaut d'indication dans le cahier spécial des charges et réglementation applicable, tous les jours s'entendent comme des jours calendrier ;
- Documents du marché : Cahier spécial des charges, y inclus les annexes et les documents auxquels ils se réfèrent ;
- Spécification technique : Une spécification qui figure dans un document définissant les caractéristiques requises d'un produit ou d'un service, tels que les niveaux de qualité, les niveaux de la performance environnementale et climatique, la conception pour tous les besoins, y compris l'accessibilité pour les personnes handicapées, et l'évaluation de la conformité, la propriété d'emploi, l'utilisation du produit, la sécurité ou les dimensions, y compris les prescriptions applicables au produit en ce qui concerne le nom sous lequel il est vendu, la terminologie, les symboles, les essais et méthodes d'essais, l'emballage, le marquage et l'étiquetage, les instructions d'utilisation, les processus et méthodes de production à tout stade du cycle de vie de la fourniture ou du service, ainsi que les procédures d'évaluation de la conformité ;
- Variante : un mode alternatif de conception ou d'exécution qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;
- Option : un élément accessoire et non strictement nécessaire à l'exécution du marché, qui est introduit soit à la demande du pouvoir adjudicateur, soit à l'initiative du soumissionnaire ;
- Inventaire : le document du marché qui fractionne les prestations en postes différents et précise pour chacun d'eux la quantité ou le mode de détermination du prix ;
- Les Règles Générales d'Exécution (RGE) : les règles se trouvant dans l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013, établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;
- Le Cahier Spécial des Charges (CSC) : le présent document ainsi que toutes ses annexes et documents auxquels il fait référence ;
- BDA : le Bulletin des Adjudications ;
- JOUE : le Journal Officiel de l'Union européenne ;
- OCDE : l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques ;
- La pratique de corruption : toute proposition de donner ou consentir à offrir à quiconque un paiement illicite, un présent, une gratification ou une commission à titre d'incitation

ou de récompense pour qu'il accomplisse ou s'abstienne d'accomplir des actes ayant trait à l'attribution du marché ou à l'exécution du marché conclu avec le pouvoir adjudicateur ;

- Le litige : l'action en justice ;
- Sous-traitant au sens de la règlementation relative aux marchés publics : l'opérateur économique proposé par un soumissionnaire ou un adjudicataire pour exécuter une partie du marché ;
- Responsable de traitement au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement ;
- Sous-traitant au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données à caractère personnel pour le compte du responsable du traitement ;
- Destinataire au sens du RGPD : la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui reçoit communication de données à caractère personnel, qu'il s'agisse ou non d'un tiers ;
- Donnée personnelle : toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable. Une personne physique identifiable est une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant tel que le nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques de l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

1.6. Confidentialité

1.6.1. Traitement des données à caractère personnel

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractères personnel qui lui seront communiquées dans le cadre de ce la présente procédure de marché public avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD). Dans les cas où la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel contient des exigences plus strictes, l'adjudicateur agira conformément à cette législation.

1.6.2. Confidentialité

Le soumissionnaire ou l'adjudicataire et Enabel sont tenus au secret à l'égard des tiers concernant toutes les informations confidentielles obtenues dans le cadre du présent marché et ne transmettront celles-ci à des tiers qu'après accord écrit et préalable de l'autre partie. Ils ne diffuseront ces informations confidentielles que parmi les préposés concernés par la mission. Ils garantissent que ces préposés seront dûment informés de leurs obligations de confidentialité et qu'ils les respecteront.

Déclaration de confidentialité d'Enabel : Enabel est sensible à la protection de votre vie privée. Nous nous engageons à protéger et à traiter vos données à caractère personnel avec soin, transparence et dans le strict respect de la législation en matière de protection de la vie privée⁸.

⁸ Voir aussi : <https://www.enabel.be/fr/content/declaration-de-confidentialite-denabel>

1.7. Obligations déontologiques

Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du candidat, du soumissionnaire ou de l'adjudicataire d'autres marchés publics pour Enabel.

Pendant la durée du marché, l'adjudicataire et son personnel respectent les droits de l'homme et s'engagent à ne pas heurter les usages politiques, culturels et religieux du pays bénéficiaire. Le soumissionnaire ou l'adjudicataire est tenu de respecter les normes fondamentales en matière de travail, convenues au plan international par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), notamment les conventions sur la liberté syndicale et la négociation collective, sur l'élimination du travail forcé et obligatoire, sur l'élimination des discriminations en matière d'emploi et de profession et sur l'abolition du travail des enfants.

Conformément à la Politique concernant l'exploitation et les abus sexuels de Enabel, l'adjudicataire et son personnel ont le devoir de faire montre d'un comportement irréprochable à l'égard des bénéficiaires des projets et de la population locale en général. Il leur convient de s'abstenir de tout acte qui pourrait être considéré comme une forme d'exploitation ou d'abus sexuels et de s'approprier des principes de base et des directives repris dans cette politique.

Toute tentative d'un candidat ou d'un soumissionnaire visant à se procurer des informations confidentielles, à procéder à des ententes illicites avec des concurrents ou à influencer le comité d'évaluation ou le pouvoir adjudicateur au cours de la procédure d'examen, de clarification, d'évaluation et de comparaison des offres et des candidatures entraîne le rejet de sa candidature ou de son offre.

De plus, afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit à l'adjudicataire d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

L'adjudicataire du marché s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'il estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux inhabituels. L'adjudicataire ayant payé des dépenses commerciales inhabituelles est susceptible, selon la gravité des faits observés, de voir son contrat résilié ou d'être exclu de manière permanente.

Conformément à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels et la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption, les plaintes liées à des questions d'intégrité (fraude, corruption, exploitation ou abus sexuel...) doivent être adressées au bureau d'intégrité via l'adresse <https://www.enabelintegrity.be>.

1.8. Droit applicable et tribunaux compétents

Le marché doit être exécuté et interprété conformément au droit belge. Les parties s'engagent à remplir de bonne foi leurs engagements en vue d'assurer la bonne fin du marché. En cas de litige ou de divergence d'opinion entre le pouvoir adjudicateur et l'adjudicataire, les parties se concerteront pour trouver une solution. À défaut d'accord, les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents pour trouver une solution (voir également point 4.16 « Litiges (Art. 73) »).

2. Objet et portée du marché

2.1. Nature du marché

Marché public de services

2.2. Objet du marché

Ce marché de services consiste en la « Mise en Place d'une plateforme de jeu « Serious Game » de sensibilisation & de formation sur la SDSR pour les jeunes & adolescent·e·s de la région de la Boucle du Mouhoun », conformément aux conditions du présent cahier spécial des charges.

2.3. Lots

Le marché n'est pas divisé en lot. Une offre pour une partie du lot unique est irrecevable.

2.4. Postes

Le marché est composé des postes mentionnés au point 6.11 « Offre financière et formulaire d'offre ».

Ces postes seront groupés et forment un seul marché. Le soumissionnaire est tenu de remettre prix pour tous les postes du marché.

2.5. Durée

Le marché débute à la notification de l'attribution et prend fin à la réception définitive (voir également points 4.12.2 « Délais et clauses (Art. 147) » et 4.14 « Fin du marché (Art. 64-65, 150 et 156-157) »).

2.6. Variantes

Chaque soumissionnaire ne peut introduire qu'une seule offre. Les variantes ne sont pas admises.

2.7. Quantités

Les quantités sont mentionnées aux points 6.11 « Offre financière & formulaire d'offre » et 5 « Termes de Référence ».

3. Procédure

3.1. Mode de passation

Procédure négociée sans publication préalable en application de l'Art. 42 § 1, 1^o a) de la Loi du 17 juin 2016.

3.2. Publication

Le présent cahier spécial des charges est publié sur le site web d'Enabel (www.enabel.be).

3.3. Information

L'attribution de ce marché est coordonnée par la cellule contractualisation d'Enabel au Burkina Faso. Aussi longtemps que court la procédure, tous les contacts entre le pouvoir adjudicateur et les soumissionnaires (éventuels) concernant le présent marché se font exclusivement via ce service / cette personne. Il est interdit aux soumissionnaires (éventuels) d'entrer en contact avec le pouvoir adjudicateur d'une autre manière au sujet du présent marché, sauf disposition contraire dans le présent cahier spécial des charges.

Au plus tard 14 jours calendrier avant la date limite de réception des offres, les soumissionnaires peuvent poser des questions sur le cahier spécial des charges et le marché, et ce conformément à l'Art. 64 de la Loi du 17 juin 2016. Les questions doivent être adressées par écrit à :

**Mme Eléonore Dargani
Acheteuse publique, Enabel au Burkina Faso
eleonore.dargani@enabel.be.**

Cc à :

**Mme. Kouakou Valerie
Expert contractualisation, Enabel au Burkina Faso
valerie.kouakou@enabel.be.**

Il y sera répondu au fur et à mesure de leur réception. L'aperçu complet des questions posées et des réponses sera disponible au plus tard 10 jours calendrier avant la date limite de réception des offres à l'adresse susmentionnée et sur le site web d'Enabel. Jusqu'à la notification de la décision d'attribution, il ne sera donné aucune information sur l'évolution de la procédure.

Le soumissionnaire est censé introduire son offre en ayant pris connaissance et en tenant compte des clarifications / rectifications éventuelles concernant l'avis de marché ou le cahier spécial des charges qui sont publiées ou qui lui sont envoyées.

À cet effet, si le soumissionnaire a téléchargé le cahier spécial des charges, il lui est vivement conseillé de transmettre ses coordonnées au gestionnaire mentionné ci-dessus et de se renseigner sur les éventuelles modifications ou informations complémentaires. Les soumissionnaires qui ont téléchargé le cahier spécial des charges sont également invités à consulter le site web d'Enabel (<https://www.enabel.be/fr/marches-publics/>).

Le soumissionnaire est tenu de dénoncer immédiatement toute lacune, erreur ou omission dans les documents du marché qui rende impossible l'établissement de son prix ou la comparaison des offres, au plus tard dans un délai de 14 jours avant la date limite de réception des offres.

3.4. Offre

3.4.1. Données à mentionner dans l'offre

L'offre du soumissionnaire comprendra les sections distinctes mentionnées ci-dessous (voir le point 6 « Formulaires ») :

- Le formulaire d'identification ;
- La procuration et/ou signature autorisée ;
- La déclaration d'intégrité pour les soumissionnaires ;
- La déclaration « droit d'accès » et les documents relatifs à la sélection ;
- L'offre technique ;
- Le formulaire d'offre financière.

Le soumissionnaire est tenu d'utiliser le formulaire d'offre joint en annexe. A défaut d'utiliser ce formulaire, il supporte l'entièvre responsabilité de la parfaite concordance entre les documents qu'il a utilisés et le formulaire. L'offre et les annexes jointes au formulaire d'offre sont rédigées en français.

Le soumissionnaire peut soumettre un exemplaire des documents administratifs pour tous les lots. Une offre technique différente doit être soumise pour chaque lot.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire renonce automatiquement à ses conditions générales ou particulières de vente et déclare accepter toutes les conditions énumérées dans le cahier spécial des charges.

Le soumissionnaire indique clairement dans son offre quelle information est confidentielle et/ou se rapporte à des secrets techniques ou commerciaux et ne peut donc pas être divulguée par le pouvoir adjudicateur.

3.4.2. Détermination des prix

Tous les prix mentionnés dans le formulaire d'offre doivent être obligatoirement HTVA et libellés en Francs CFA (XOF).

Le présent marché est un marché à prix global, ce qui signifie que le prix global est forfaitaire et couvre l'ensemble des travaux / fournitures / services du marché. Le prix global sera, si nécessaire, calculé sur la base d'une ventilation du prix forfaitaire. Dans ce cas, un prix forfaitaire sera indiqué pour chaque poste de la ventilation détaillée. Le prix global sera calculé en additionnant les différents prix forfaitaires pour tous ces postes.

En application de l'article 37 de l'arrêté royal du 18 avril 2017, le pouvoir adjudicateur peut effectuer toutes les vérifications sur pièces comptables et tous contrôles sur place de l'exactitude des indications fournis dans le cadre de la vérification des prix.

3.4.3. Eléments inclus dans les prix

Le soumissionnaire est censé avoir inclus dans ses prix tant unitaires que globaux tous les frais, taxes, mesures et charges quelconques inhérents à l'exécution du marché, y compris les éventuels frais de transfert des fonds, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée. Sont notamment inclus dans les prix :

Les honoraires et les per diem, les frais de logement, les frais de transport, les frais d'assurance, les frais de sécurité, les frais de visas, les frais de communication, les frais

administratifs et de secrétariat, les frais d'impression, le coût de la documentation relative aux services et éventuellement exigée par le pouvoir adjudicateur, la production et la livraison de documents ou de pièces liés à l'exécution des services, les frais de réception, tous les frais, coûts de personnel et de matériel nécessaires pour l'exécution du présent marché, la rémunération à titre de droit d'auteur, l'achat ou la location auprès de tiers de services nécessaires pour l'exécution du marché, les frais relatifs aux droits de propriété intellectuelle.

En cas de prolongation du contrat, les prix unitaires mentionnés dans l'offre sont applicables.

3.4.4. Période de validité des offres

Les soumissionnaires restent liés par leur offre pendant un délai de 90 jours calendrier, à compter de la date limite de réception.

3.5. Introduction des offres

Sans préjudice des variantes éventuelles, le soumissionnaire ne peut remettre qu'une seule offre par marché.

L'offre sera rédigée en **un (01) exemplaire. L'original doit être soumis en version papier**. La seconde « **copie** » doit être soumise en un ou plusieurs fichiers **PDF sur clé USB**. En cas de divergence, l'original prévaut.

L'offre y compris ses annexes, ainsi que tous les documents d'accompagnement doivent être numérotés et signés (**signature manuscrite originale**) par le soumissionnaire ou son mandataire. Il en va de même de toute surcharge, rature ou mention qui y serait apportée. Le mandataire doit faire apparaître qu'il est autorisé à engager le soumissionnaire. Si le soumissionnaire est une société / association sans personnalité juridique, constituée de personnes physiques ou morales distinctes (association momentanée), l'offre doit être signée par chacune de ces personnes.

L'original et les « copies » signés et datés seront envoyés à l'adresse ci-dessous sous enveloppe scellée portant la mention « **OFFRE** », et le numéro du cahier spécial des charges (**BFA23002-10041**).

L'offre devra être réceptionnée **avant le lundi 22 septembre 2025 à 12h00** et transmise à :

**Mme Eléonore Dargani
Enabel au Burkina Faso
Quartier Zone du Bois
(Maison en face de l'entrée de la
Croix Rouge)
Ouagadougou, Burkina Faso**



a) Par la poste (envoi normal ou recommandé) : Dans ce cas, le pli scellé est glissé dans une seconde enveloppe fermée.

b) Par remise contre accusé de réception.

Le service est accessible, tous les jours ouvrables, pendant les heures de bureau : de 8h30 à 12h30 et de 13h30 à 17h00. Toutes les heures sont celles propres au fuseau horaire du pays du pouvoir adjudicateur (Burkina Faso).

Toute demande de participation ou offre doit parvenir avant la date et l'heure ultime de dépôt. Les demandes de participation ou les offres parvenues tardivement ne sont pas acceptées (cf. Art. 83 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017).

L'attention des soumissionnaires est attirée par le fait que l'accès aux bureaux de l'Agence belge de développement Enabel est sécurisé. Il est donc vivement recommandé aux soumissionnaires de prévoir un délai suffisant afin de déposer les offres avant la date et l'heure ultime de dépôt.

3.6. Modification ou retrait d'une offre déjà introduite

Afin de modifier ou de retirer une offre déjà envoyée ou introduite, une déclaration écrite est exigée, correctement signée par le soumissionnaire ou par son mandataire. L'objet et la portée des modifications doivent être mentionnés de façon précise. Le retrait doit être inconditionnel.

Le retrait peut également être communiqué via un moyen électronique, pour autant qu'il soit confirmé par lettre recommandée déposée à la poste ou contre accusé de réception au plus tard le jour avant la date limite de réception des offres.

3.7. Ouverture des offres

Les offres doivent être en possession du pouvoir adjudicateur avant la date et l'heure limites, ainsi qu'à l'adresse indiquées aux point 3.5 « Introduction des offres ». L'ouverture des offres se fera à huis clos.

3.8. Evaluation des offres

3.8.1. Motifs d'exclusion

Les motifs d'exclusion obligatoires et facultatifs sont renseignés en annexe du présent cahier spécial des charges.

Par le dépôt de son offre, le soumissionnaire atteste qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion figurant aux articles 67 à 70 de la Loi du 17 juin 2016 et aux articles 61 à 64 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017 (voir point 6.3 « Déclaration 'droits d'accès' »).

Le soumissionnaire dont l'offre est la mieux classée fournira à la demande du pouvoir adjudicateur les renseignements et documents permettant de vérifier sa situation personnelle (voir point 6 « Formulaires »).

En vertu de l'Art. 70 de la Loi du 17 juin 2016, tout soumissionnaire se trouvant dans l'une des situations visées aux articles 67 ou 69 de la Loi du 17 juin 2016 peut fournir des preuves afin d'attester que les mesures qu'il a prises suffisent à démontrer sa fiabilité malgré l'existence d'un motif d'exclusion pertinent. Si ces preuves sont jugées suffisantes par le pouvoir adjudicateur, le candidat ou le soumissionnaire concerné n'est pas exclu de la procédure de passation.

Le pouvoir adjudicateur peut également vérifier s'il existe des motifs d'exclusion des sous-traitants au sens des articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016.

3.8.2. Critères de sélection

En vue de la sélection qualitative des soumissionnaires et en vertu de l'Art. 65 à 74 de l'Arrêté Royal du 18 avril 2017, le soumissionnaire doit joindre à son offre un dossier de sélection contenant les informations demandées au point 6 « Formulaires » en ce qui concerne sa capacité technique.

Seules les offres des soumissionnaires qui satisfont aux critères de sélection sont prises en considération pour participer à la comparaison des offres sur la base des critères d'attribution repris ci-dessous, dans la mesure où ces offres sont régulières.

Un soumissionnaire peut, le cas échéant et pour un marché déterminé, faire valoir les capacités d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre lui-même et ces entités. Il doit, dans ce cas, apporter la preuve au pouvoir adjudicateur que, pour l'exécution du marché, il disposera des moyens nécessaires, notamment par la production de l'engagement de ces entités de mettre de tels moyens à la disposition du prestataire de services. Dans les mêmes conditions, un groupement de soumissionnaires (association momentanée) peut faire valoir les capacités des participants au groupement ou celles d'autres entités.

✓ **Expériences de marchés similaires**

Le soumissionnaire doit avoir exécuté au cours des 7 dernières années qui précèdent la date limite de dépôt des offres, au moins deux (02) références récentes de conception et de développement de plateformes de type Serious Game.

Expérience de développement d'applications inclusifs (pour des bénéficiaires scolarisés et non scolarisés) est un atout.

Documents à joindre :

- Une liste des références techniques reprenant les marchés similaires avec les montants y correspondant ; (voir formulaire au point 6.9 « Liste des services similaires)
- Pour chaque référence, joindre **les copies des contrats et des certificats de bonne exécution** (PV de réception) et tout document justificatif (contrats, factures, etc.) approuvé par l'entité qui a attribué le marché (Voir formulaire au point 6.10 « Certificat de bonne exécution »).

- **Profil des experts proposés**

Pour ce marché, le soumissionnaire doit disposer du personnel minimum requis suivant :

No	Personnel clé	Qualification	Nombre d'expert	Nombre d'année expérience	Nombre de projets similaires au même poste
1	Game designer (01), chef de projet	Bac+5 dans le domaine des jeux et media interactifs (métiers de jeu vidéo, Game Design...)	01	10 ans d'expériences dans le domaine du "Game design"	Expérience justifiée d'au moins 2 projets similaires ; Expérience spécifique de travail avec les jeunes et adolescent·es non scolarisé·es ou déscolarisé·es sera un atout
2	Pédagogue spécialiste en genre et VGBG	Bac+5 en genre ou équivalent	01	7 ans d'expériences dans le domaine de la formation/animation sur les thématiques de Santé et Droits Sexuels et Reproductifs (SDSR) auprès des jeunes/adolescents	Expérience d'au moins 2 projets similaires ; Connaissances prouvées en pédagogie des jeunes, et un niveau avancé de langue (parlé) du Mooré et Dioula sont des atouts.
3	Expert UX/UI (expérience utilisateur/interface utilisateur) design	Bac +3/5 en graphisme , multimédia, design numérique ou équivalent avec au moins	01	5 ans d'expériences en conception/design d'interfaces utilisateurs et expériences utilisateurs dans le cadre d'un développement d'application numérique	Expérience d'au moins 3 projets similaires ; Compétences en communication (présenter ses idées, communiquer avec les équipes et les utilisateurs finaux) sont des atouts supplémentaires ;
4	Graphiste	BAC+3 en graphisme digitale ou équivalent	02	Expérience avérée de 7 ans en conception graphique et animation 2D/3D	Au moins 2 projets similaires ; Expérience de collaboration dans

					un projet de “jeu numérique” est un atout.
5	Traducteur-transcripteur	Français-Dioula avec min. BAC A ou D	02	5 ans d'expériences dans la traduction/transcription du français vers le Dioula	Expérience d'au moins deux projets similaires
6	Développeurs logiciels	Bac +3/5 en informatique ou équivalent	03	5 ans d'expérience en développement de plateformes (desktop et web)	Expérience d'au moins 2 projets de développement jeu numérique
7	Ingénieur de son/ bruiteur	Bac+2 en ingénierie de son ou équivalent	01	Expérience professionnelle de 7 ans	2 expériences similaires en qualité d'ingénieur de son/bruiteur (prise de son, création d'effets sonores, conception sonore, bruitage...). La participation à un projet de développement de jeu est un atout.

NB : Les CV des experts principaux sont exigés et feront l'objet d'évaluation. La non-conformité d'un CV de ces experts élimine l'offre.

NB : Seules les offres des soumissionnaires qui satisfont aux critères de sélection sont prises en considération pour participer à la comparaison des offres sur la base des critères d'attribution repris ci-dessous, dans la mesure où ces offres sont régulières.

3.8.3. Régularité des offres

Avant de procéder à l'évaluation et à la comparaison des offres, le pouvoir adjudicateur examine leur régularité. Les offres contenant une réserve au cahier spécial des charges, qui sont incomplètes, imprécises ou équivoques, ou qui contiennent des éléments qui ne correspondent pas à la réalité, peuvent être rejetées de la procédure. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire régulariser les irrégularités non substantielles dans l'offre des soumissionnaires durant les négociations.

3.8.4. Négociations

Les offres régulières ou contenant des irrégularités non substantielles seront examinées sur le plan du fond par une commission d'évaluation. Cet examen sera réalisé sur la base des critères d'attribution mentionnés ci-dessous.

Le pouvoir adjudicateur peut négocier avec le ou les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures que ceux-ci ont présentées, en vue d'améliorer leur contenu. Les

exigences minimales et les critères d’attribution ne font pas l’objet de négociations. En cas de négociations, les soumissionnaires seront invités à soumettre une Best And Final Offer.

Le pouvoir adjudicateur peut cependant décider de ne pas négocier. Dans ce cas, l’offre initiale vaut comme offre définitive.

Le soumissionnaire dont la Best And Final Offer est la plus avantageuse sur la base des critères d’attribution sera désigné comme adjudicataire pour le présent marché.

3.8.5. Critères d’attribution

Le pouvoir adjudicateur choisira l’offre régulière qu’il juge la plus avantageuse en tenant compte des critères suivants :

- Méthodologie : 40 points

La méthodologie proposée (compréhension des Termes de Référence, approche, Pertinence et qualité de la solution et calendrier des activités) doit être basée sur les instructions décrites dans les Termes de Référence et au point 6.12 « Méthodologie ». Elle est soumise à évaluation selon les sous-critères suivants :

1.	Compréhension des Termes de Référence	10 points
2.	Approche méthodologique	5 points
3.	Pertinence et qualité de la solution	20 points
4.	Calendrier des activités	5 points

Seules les offres ayant un score moyen d'au moins 27.50 points sur 40.00 points feront l'objet d'une évaluation financière.

- Prix : 60.00 points

En ce qui concerne le critère « prix », la formule suivante sera utilisée :

$$\text{Points offre A} = \frac{\text{montant offre la moins disante} * 60.00}{\text{montant offre A}}$$

3.8.6. Attribution du marché

Le marché sera attribué au soumissionnaire qui a remis l’offre régulière économiquement la plus avantageuse. Il faut néanmoins remarquer que, conformément à l’art. 85 de la loi du 17 juin 2016, il n’existe aucune obligation pour le pouvoir adjudicateur d’attribuer le marché.

Le pouvoir adjudicateur peut soit renoncer à passer le marché, soit refaire la procédure, au besoin suivant un autre mode.

3.9. Conclusion du marché

Conformément à l’art. 95 (PNSPP) de l’Arrêté Royal du 18 avril 2017, le marché a lieu par la notification au soumissionnaire choisi de l’approbation de son offre. La notification est effectuée par les plateformes électroniques, par courrier électronique.

Le contrat intégral consiste dès lors en un marché attribué par Enabel au soumissionnaire choisi conformément à :

- La lettre portant notification de la décision d’attribution ;
- Le présent CSC et ses annexes ;

- Le cas échéant, le compte-rendu de la réunion d'information et/ou les clarifications et/ou les rectifications ;
- L'offre approuvée de l'adjudicataire et toutes ses annexes ;
- Le cas échéant, les documents éventuels ultérieurs, acceptés et signés par les deux parties.

Dans un objectif de transparence, Enabel s'engage à publier annuellement une liste des attributaires de ses marchés. Par l'introduction de son offre, l'adjudicataire du marché se déclare d'accord avec la publication du titre du contrat, la nature et l'objet du contrat, son nom et localité, ainsi que le montant du contrat.

4. Dispositions contractuelles particulières

Le présent chapitre de ce cahier spécial des charges contient les clauses particulières applicables au présent marché public par dérogation aux « Règles Générales d’Exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics » de l’Arrêté Royal du 14 janvier 2013, ou qui complètent ou précisent celui-ci. Les articles indiqués ci-dessus (entre parenthèses) renvoient aux articles des Règles Générales d’Exécution. En l’absence d’indication, les dispositions pertinentes des Règles générales d’exécution sont intégralement d’application.

Dans le présent cahier spécial des charges, il est dérogé aux Règles Générales d’Exécution (voir point 4.7 « Cautionnement (Art. 25-33) »). Cette dérogation est motivée pour laisser l’opportunité aux éventuels soumissionnaires locaux d’introduire offre.

4.1. Définitions (Art. 2)

- Fonctionnaire dirigeant : Le fonctionnaire, ou toute autre personne, chargé de la direction et du contrôle de l’exécution du marché ;
- Cautionnement : Garantie financière donnée par l’adjudicataire courant ses obligations jusqu’à l’exécution complète du marché ;
- Réception technique : Vérification par le pouvoir adjudicateur que les produits à mettre en œuvre, les travaux effectués, les fournitures à livrer ou livrées, ou les services prestés répondent aux conditions imposées par le marché ;
- Réception : Constatation par le pouvoir adjudicateur de la conformité aux règles de l’art ainsi qu’aux conditions du marché de tout ou partie des travaux, fournitures ou services exécutés par l’adjudicataire ;
- Acompte : Paiement d’une partie du marché après service fait et accepté ;
- Avance : Paiement d’une partie du marché avant service fait et accepté ;
- Avenant : convention établie entre les parties liées par le marché en cours d’exécution du marché et ayant pour objet une modification des documents qui y sont applicables ;

4.2. Correspondance avec le prestataire de services (Art. 10)

Que des moyens électroniques soient utilisés ou non, les communications, les échanges et le stockage d’informations se déroulent de manière à assurer que l’intégrité et la confidentialité des données soient préservées. Le pouvoir adjudicateur peut autoriser ou imposer l’utilisation de moyens électroniques pour l’échange des pièces écrites.

4.3. Fonctionnaire dirigeant (Art. 11)

Le fonctionnaire dirigeant est M. Antoine Nyambre, Project Manager Lasso Santé, antoine.nyambre@enabel.be, Enabel au Burkina Faso.

Une fois le marché conclu, le fonctionnaire dirigeant est l’interlocuteur principal du prestataire de services. Toute la correspondance et toutes les questions concernant l’exécution du marché lui seront adressées, sauf mention contraire expresse dans ce cahier spécial des charges.

Le fonctionnaire dirigeant a pleine compétence pour ce qui concerne le suivi de l’exécution du marché, y compris la délivrance d’ordres de service, l’établissement de procès-verbaux et d’états des lieux, l’approbation des services, des états d’avancements et des décomptes.

Ne font toutefois pas partie de sa compétence : la signature d'avenants ainsi que toute autre décision ou accord impliquant une dérogation aux clauses et conditions essentielles du marché. Pour de telles décisions, le pouvoir adjudicateur est représenté comme stipulé au point 1.2 « Pouvoir adjudicateur ».

Le fonctionnaire dirigeant n'est en aucun cas habilité à modifier les modalités (ex., délais d'exécution...) du contrat, même si l'impact financier devait être nul ou négatif. Tout engagement, modification ou accord dérogeant aux conditions stipulées dans le cahier spécial des charges et qui n'a pas été notifié par le pouvoir adjudicateur doit être considéré comme nul.

4.4. Sous-traitants (Art. 12-15)

Le fait que l'adjudicataire confie tout ou partie de ses engagements à des sous-traitants ne dégage pas sa responsabilité envers le pouvoir adjudicateur. Celui-ci ne se reconnaît aucun lien contractuel avec ces tiers.

L'adjudicataire reste, dans tous les cas, seul responsable vis-à-vis du pouvoir adjudicateur. L'adjudicataire ne peut sous-traiter le marché ou une partie du marché à d'autres sous-traitants que ceux proposés lors de sa soumission qu'après approbation préalable du pouvoir adjudicateur de ces sous-traitants.

4.5. Confidentialité (Art. 18)

L'adjudicataire et ses collaborateurs sont liés par un devoir de réserve concernant les informations dont ils ont connaissance lors de l'exécution de ce marché. Ces informations ne peuvent en aucun cas être communiquées à des tiers sans l'autorisation écrite du pouvoir adjudicateur. L'adjudicataire peut toutefois faire mention de ce marché en tant que référence, à condition qu'il en indique l'état avec véracité (ex. 'en exécution'), et pour autant que le pouvoir adjudicateur n'ait pas retiré cette autorisation pour cause de mauvaise exécution du marché.

L'adjudicateur s'engage à traiter les données à caractères personnel qui lui seront communiquées en réponse à cet appel d'offre avec le plus grand soin, conformément à la législation sur la protection des données personnelles (le Règlement général sur la protection des données, RGPD).

4.6. Droits intellectuels (Art. 19-23)

Les droits de propriété intellectuelle nés, mis au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution du marché ne peuvent être opposés à l'adjudicateur pour l'utilisation des résultats du marché. Il appartient à l'adjudicataire d'entreprendre les démarches nécessaires auprès des tiers pour en obtenir les droits d'exploitation et autorisations nécessaires à la licence d'exploitation.

L'adjudicateur peut, après en avoir informé l'adjudicataire, publier des informations générales sur l'existence du marché et les résultats obtenus, formulées de manière telle qu'elles ne puissent être utilisées par un tiers sans autorisation de l'adjudicataire. Cette publication mentionne l'intervention de l'adjudicataire.

Le pouvoir adjudicateur acquiert les droits de propriété intellectuelle nés, mis au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution du marché.

Sans préjudice de l'alinéa 1er et sauf disposition contraire dans les documents du marché, lorsque l'objet de celui-ci consiste en la création, la fabrication ou le développement de

dessins et modèles, de signes distinctifs, le pouvoir adjudicateur en acquiert la propriété intellectuelle, ainsi que le droit de les déposer, de les faire enregistrer et de les faire protéger.

En ce qui concerne les noms de domaine créés à l'occasion d'un marché, le pouvoir adjudicateur acquiert également le droit de les enregistrer et de les protéger, sauf disposition contraire dans les documents du marché.

4.7. Cautionnement (Art. 25-33)

Pour ce marché, un cautionnement sera exigé.

4.7.1. Constitution du cautionnement

L'adjudicataire est tenu de constituer un cautionnement pour couvrir ses obligations jusqu'à l'exécution complète du marché. Le cautionnement est fixé à 5 % du montant total, hors TVA, du marché. Le montant ainsi obtenu est arrondi à la dizaine d'euro supérieure.

Le cautionnement peut être constitué conformément aux dispositions légales et réglementaires, soit en numéraire, ou en fonds publics, soit sous forme de cautionnement collectif. Le cautionnement peut également être constitué par une garantie accordée par un établissement de crédit satisfaisant au prescrit de la législation relative au statut et au contrôle des établissements de crédit ou par une entreprise d'assurances satisfaisant au prescrit de la législation relative au contrôle des entreprises d'assurances et agréée pour la branche 15 (caution).

Le cautionnement sera, dans tous les cas, inconditionnel et régi par le droit belge. Seuls les tribunaux belges sont compétents pour statuer sur tout litige (voir « Modèle de preuve de constitution de cautionnement »).

Par dérogation à l'Art. 26, le cautionnement peut être :

- Etabli via un établissement dont le siège social se situe dans un des pays de destination des services. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'accepter ou non la constitution du cautionnement via cet établissement. L'adjudicataire mentionnera le nom et l'adresse de cet établissement dans l'offre.
- Constitué par une déduction unique du paiement de la ou les premières factures, les paiements étant effectués par tranches.

La dérogation est motivée pour laisser l'opportunité aux éventuels soumissionnaires locaux d'introduire offre.

L'adjudicataire doit, dans les 30 jours calendrier suivant le jour de la conclusion du marché, justifier la constitution du cautionnement par lui-même ou par un tiers, de l'une des façons suivantes :

1. Lorsqu'il s'agit de numéraire, par le virement du montant au numéro de compte bpost banque de la Caisse des Dépôts et Consignations [compte bpost banque n° BE58 6792 0040 9979 (IBAN), PCHQBEBB (BIC)] ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire à celle de ladite Caisse, ci-après dénommé organisme public remplissant une fonction similaire ;
2. Lorsqu'il s'agit de fonds publics, par le dépôt de ceux-ci entre les mains du caissier de l'Etat au siège de la Banque nationale à Bruxelles ou dans l'une de ses agences en province, pour compte de la Caisse des Dépôts et Consignations, ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire ;

3. Lorsqu'il s'agit d'un cautionnement collectif, par le dépôt par une société exerçant légalement cette activité, d'un acte de caution solidaire auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire ;
4. Lorsqu'il s'agit d'une garantie, par l'acte d'engagement de l'établissement de crédit ou de l'entreprise d'assurances.

Cette justification se donne, selon le cas, par la production au pouvoir adjudicateur :

1. Soit du récépissé de dépôt de la Caisse des Dépôts et Consignations ou d'un organisme public remplissant une fonction similaire ;
2. Soit d'un avis de débit remis par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances ;
3. Soit de la reconnaissance de dépôt délivrée par le caissier de l'Etat ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;
4. Soit de l'original de l'acte de caution solidaire visé par la Caisse des Dépôts et Consignations ou par un organisme public remplissant une fonction similaire ;
5. Soit de l'original de l'acte d'engagement établi par l'établissement de crédit ou l'entreprise d'assurances accordant une garantie.

Ces documents, signés par le déposant, indiquent au profit de qui le cautionnement est constitué, son affectation précise par l'indication sommaire de l'objet du marché et de la référence des documents du marché, ainsi que le nom, le prénom et l'adresse complète de l'adjudicataire et éventuellement, du tiers qui a effectué le dépôt pour compte, avec la mention "bailleur de fonds" ou "mandataire", suivant le cas.

Le délai de 30 jours calendrier visé ci-dessus est suspendu pendant la période de fermeture de l'entreprise de l'adjudicataire pour les jours de vacances annuelles payés et les jours de repos compensatoires prévus par voie réglementaire ou dans une convention collective de travail rendue obligatoire.

La preuve de la constitution du cautionnement doit être envoyée à l'adresse qui sera mentionnée dans la notification de la conclusion du marché.

4.7.2. Défaut de cautionnement (Art. 29)

Lorsque l'adjudicataire ne constitue pas le cautionnement dans les 30 jours calendrier suivant le jour de la conclusion du marché, il est mis en demeure par envoi postal ou envoi électronique. Cette mise en demeure vaut procès-verbal au sens de l'article 44, § 2 des Règles Générales d'Exécution (voir ci-dessous).

Lorsqu'il ne constitue pas le cautionnement dans un dernier délai de quinze jours prenant cours à la date d'envoi, l'adjudicateur peut :

- Soit constituer le cautionnement d'office par prélèvement sur les sommes dues pour le marché considéré. Dans ce cas, est appliquée une pénalité fixée à deux pour cent du montant initial du marché ;
- Soit appliquer une mesure d'office. En toute hypothèse, la résiliation du marché pour ce motif exclut l'application de pénalités ou d'amendes pour retard.

4.7.3. Libération du cautionnement (Art. 33)

Le cautionnement est libérable à la réception définitive et, dans tous les cas, au plus tard à l'expiration des 18 mois après la mise en œuvre du marché.

4.8. Conformité de l'exécution (Art. 34)

Les services doivent être conformes sous tous les rapports aux documents du marché. Même en l'absence de spécifications techniques mentionnées dans les documents du marché, ils répondent en tous points aux règles de l'art.

4.9. Circonstances imprévisibles (Art. 38/9)

L'adjudicataire n'a droit en principe à aucune modification des conditions contractuelles pour des circonstances quelconques auxquelles le pouvoir adjudicateur est resté étranger.

Une décision de l'Etat belge de suspendre la coopération avec le pays partenaire est considérée être des circonstances imprévisibles au sens du présent article. En cas de rupture ou de cessation des activités par l'Etat belge qui implique donc le financement de ce marché, Enabel mettra en œuvre les moyens raisonnables pour convenir d'un montant maximum d'indemnisation.

4.10. Réception technique préalable (Art. 41-42)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'exiger à tout moment au prestataire de service un rapport d'activité (réunions, personnes rencontrées, institutions visitées, résumé des résultats atteints, problèmes rencontrés et problèmes résolus, écarts par rapport au calendrier des activités et écarts par rapport aux Termes de Référence...).

4.11. Moyens d'action du pouvoir adjudicateur (Art. 44-51 et 154-155)

Le défaut de l'adjudicataire ne s'apprécie pas uniquement par rapport aux travaux, fournitures et services mêmes, mais également par rapport à l'ensemble de ses obligations.

Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit à l'adjudicataire d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux préposés du pouvoir adjudicateur concernés directement ou indirectement par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.

En cas d'infraction, le pouvoir adjudicateur pourra infliger l'adjudicataire une pénalité forfaitaire par infraction allant jusqu'au triple du montant obtenu par la somme des valeurs (estimées) de l'avantage offert au préposé et de l'avantage que l'adjudicataire espérait obtenir en offrant l'avantage au préposé. Le pouvoir adjudicateur jugera souverainement de l'application de cette pénalité et de sa hauteur.

Cette clause ne fait pas préjudice à l'application éventuelle des autres mesures d'office prévues au Règles Générales d'Exécution, notamment la résiliation unilatérale du marché et/ou l'exclusion des marchés du pouvoir adjudicateur pour une durée déterminée.

4.11.1. Défaut d'exécution (Art. 44)

L'adjudicataire est considéré en défaut d'exécution du marché :

- Lorsque les prestations ne sont pas exécutées dans les conditions définies par les documents du marché ;

- À tout moment, lorsque les prestations ne sont pas poursuivies de telle manière qu'elles puissent être entièrement terminées aux dates fixées ;
- Lorsqu'il ne suit pas les ordres écrits, valablement donnés par le pouvoir adjudicateur.

Tous les manquements aux clauses du marché, y compris la non-observation des ordres du pouvoir adjudicateur, sont constatés par un procès-verbal dont une copie est transmise immédiatement à l'adjudicataire par lettre.

L'adjudicataire est tenu de réparer sans délai ses manquements. Il peut faire valoir ses moyens de défense par lettre adressée au pouvoir adjudicateur dans les quinze jours suivant le jour déterminé par la date de l'envoi du procès-verbal. Son silence est considéré, après ce délai, comme une reconnaissance des faits constatés.

Les manquements constatés à sa charge rendent l'adjudicataire passible d'une ou de plusieurs des mesures prévues aux articles 45-49, 85 à 88, 123-124 et 154-155 des Règles Générales d'Exécution des marchés publics.

4.11.2. Amendes pour retard (Art. 46-154)

Les amendes pour retard sont indépendantes des pénalités prévues à l'article 45. Elles sont dues, sans mise en demeure, par la seule expiration du délai d'exécution sans intervention d'un procès-verbal et appliquées de plein droit pour la totalité des jours de retard.

Nonobstant l'application des amendes pour retard, l'adjudicataire reste garant vis-à-vis du pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est, le cas échéant, redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution du marché.

4.11.3. Mesures d'office (Art. 47-155)

§ 1 Lorsque, à l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, pour faire valoir ses moyens de défense, l'adjudicataire est resté inactif ou a présenté des moyens jugés non justifiés par le pouvoir adjudicateur, celui-ci peut recourir aux mesures d'office décrites au paragraphe 2.

Le pouvoir adjudicateur peut toutefois recourir aux mesures d'office sans attendre l'expiration du délai indiqué à l'article 44, § 2, lorsqu'au préalable, l'adjudicataire a expressément reconnu les manquements constatés.

§ 2 Les mesures d'office sont

1° la résiliation unilatérale du marché. Dans ce cas, la totalité du cautionnement ou, à défaut de constitution, un montant équivalent, est acquise de plein droit au pouvoir adjudicateur à titre de dommages et intérêts forfaitaires. Cette mesure exclut l'application de toute amende du chef de retard d'exécution pour la partie résiliée ;

2° l'exécution en régie de tout ou partie du marché non exécuté ;

3° la conclusion d'un ou de plusieurs marchés pour compte avec un ou plusieurs tiers pour tout ou partie du marché restant à exécuter.

Les mesures prévues à l'alinéa 1er, 2° et 3°, sont appliquées aux frais, risques et périls de l'adjudicataire défaillant. Toutefois, les amendes et pénalités qui sont appliquées lors de l'exécution d'un marché pour compte sont à charge du nouvel adjudicataire.

4.11.4. Autres sanctions (Art. 48)

Sans préjudice des sanctions prévues dans le présent cahier spécial des charges, l'adjudicataire en défaut d'exécution peut être exclu par le pouvoir adjudicateur de ses

marchés pour une période de trois ans. L'intéressé est préalablement entendu en ses moyens de défense et la décision motivée lui est notifiée.

4.12. Modalités d'exécution (Art. 146 et seq.)

4.12.1. Commandes partielles (Art. 146)

Si, pour tout ou partie des quantités à prester, les documents du marché prévoient une ou plusieurs commandes partielles, l'exécution du marché est subordonnée à la notification de chacune de ces commandes.

4.12.2. Délais et clauses (Art. 147)

Les services seront exécutés conformément aux délais mentionnés dans les Termes de Référence.

4.12.3. Vérification des services (Art. 150)

Si pendant l'exécution des services, des anomalies sont constatées, ceci sera immédiatement notifié à l'adjudicataire par un e-mail, qui sera confirmé par la suite par l'adjudicataire. L'adjudicataire est tenu de recommencer les services exécutés de manière non conforme.

Le prestataire de services avise le fonctionnaire dirigeant par courrier ou email assurant la date exacte de l'envoi, à quelle date les prestations peuvent être contrôlées.

4.12.4. Responsabilité du prestataire de services (Art. 152-153)

Le prestataire de services assume la pleine responsabilité des fautes et manquements présentés dans les services fournis.

Par ailleurs, le prestataire de services garantit le pouvoir adjudicateur des dommages et intérêts dont celui-ci est redevable à des tiers du fait du retard dans l'exécution des services ou de la défaillance du prestataire de services.

4.13. Conditions générales de paiement (Art. 66-72 and 160)

Le paiement du montant dû au prestataire de services doit intervenir dans le délai de paiement de trente jours à compter de l'échéance du délai de vérification, et ce pour autant que le pouvoir adjudicateur soit, en même temps, en possession de la facture régulièrement établie ainsi que d'autres documents éventuellement exigés.

L'adjudicataire envoie les factures (en un seul exemplaire) et le procès-verbal de réception du marché à l'adresse suivante :

M. Antoine Marie Nyambre
Project Manager Lasso Santé
Enabel au Burkina Faso
Quartier Zone du Bois
(Maison en face de l'entrée de la Croix Rouge)
Ouagadougou, Burkina Faso

La facture mentionnera :

- « **Enabel, Agence belge de développement, société anonyme de droit public à finalité sociale, ayant son siège social à 147, rue Haute, 1000 Bruxelles (numéro d'entreprise 0264.814.354, RPM Bruxelles)** » ;
- L'intitulé du marché : « **Mise en Place d'une plateforme de jeu « Serious Game » de sensibilisation & de formation sur la SDSR pour les jeunes & adolescent·e·s de la région de la Boucle du Mouhoun** » ;

- La référence du marché : « **BFA23002-10041** » ;
- Le nom du fonctionnaire dirigeant : « **M. Antoine Nyambre** ».

La facture doit être libellée en Francs CFA et ne pas mentionner la TVA car les activités mises en œuvre pour le projet BFA2300211 sont exonérées de TVA et autres taxes. Le paiement sera effectué par virement bancaire.

Afin que Enabel puisse obtenir les documents d'exonération de la TVA et de dédouanement dans les plus brefs délais, la facture originale et tous les documents ad hoc seront transmis dès que possible avant la réception provisoire.

Aucune avance ne peut être demandée par l'adjudicataire et le paiement sera effectué par tranches comme suit :

N°	Après approbation de :	% paiement
1.	Rapport de démarrage	30 %
2.	Rapport intermédiaire (validation de la phase 2)	35 %
3.	Rapport final (réception définitive)	35%

4.14. Fin du marché (Art. 64-65, 150 et 156-157)

Les services seront suivis de près pendant leur exécution par le fonctionnaire dirigeant (voir point 4.3 « Fonctionnaire dirigeant (Art. 11) »).

4.14.1. Réception des services exécutés

Les prestations ne sont réceptionnées qu'après avoir satisfait aux vérifications, aux réceptions techniques et aux épreuves prescrites.

La ou les réceptions provisoires / finales sont prévues à l'issue de l'exécution des prestations qui font l'objet du marché (voir Termes de référence et point 4.13 « Conditions générales de paiement (Art. 66-72 and 160) »).

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de vérification de trente jours à compter de la date de la fin totale ou partielle des services, constatée conformément aux modalités fixées dans les documents du marché, pour procéder aux formalités de réception et en notifier le résultat au prestataire de services.

A l'expiration du délai de trente jours qui suivent le jour fixé pour l'achèvement de la totalité des services, il est selon le cas dressé un procès-verbal de réception ou de refus de réception du marché.

4.15. Modifications du marché (Art. 37-38 et 151)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de modifier le contrat initial de manière unilatérale, à condition de respecter les conditions suivantes :

1° la portée du contrat reste inchangée ;

2° la valeur de la modification est limitée à 10 % du montant de passation initial.

Il ne peut toutefois être dérogé aux clauses et conditions essentielles du marché que de façon motivée, par un avenant.

4.16. Litiges (Art. 73)

Tous les litiges relatifs à l'exécution de ce marché sont exclusivement tranchés par les tribunaux compétents de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. La langue véhiculaire est le français ou le néerlandais.

Le pouvoir adjudicateur n'est en aucun cas responsable des dommages causés à des personnes ou à des biens qui sont la conséquence directe ou indirecte des activités nécessaires à l'exécution de ce marché. L'adjudicataire garantit le pouvoir adjudicateur contre toute action en dommages et intérêts par des tiers à cet égard.

En cas de « litige », c'est-à-dire d'action en justice, la correspondance devra (également) être envoyée à l'adresse suivante :

Agence belge de développement - Enabel
Cellule juridique du service Logistique et Achats (L&A)
À l'attention de Mme Inge Janssens
Rue Haute 147, 1000 Bruxelles, Belgique

5. Termes de Référence

5.1. Informations générales

Enabel, l'agence belge de coopération internationale, intervient depuis janvier 2024 dans la région de la Boucle du Mouhoun, plus précisément dans les provinces du Mouhoun et des Balé au Burkina Faso, à travers son projet « Lasso Santé » sur financement de l'Union Européenne. Cette intervention vise à contribuer à la résilience du système de santé, en renforçant l'accessibilité, l'adaptabilité, l'inclusivité et la qualité des services de santé au bénéfice des populations de la région.

Dans cette dynamique, le projet accorde une attention particulière à l'accès des adolescent·e·s et des jeunes à l'information ainsi qu'aux services de santé et de droits sexuels et reproductifs (SDSR). Une information claire, fiable et accessible est essentielle pour leur permettre de faire des choix éclairés en matière de santé et de bien-être. Cependant, les jeunes sont confrontés à de nombreux défis, notamment une faible couverture informationnelle sur les questions de SDSR, les grossesses précoces, les IST, les violences basées sur le genre, les dépendances, ainsi que divers problèmes de santé courante.

Dans la continuité des efforts menés pour améliorer cet accès, Enabel, à travers le projet Lasso Santé accompagne la Direction Régionale de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique (DRESFPT) de la Boucle du Mouhoun, dans la mise en place d'un portail numérique éducatif destiné aux adolescent·e·s et aux jeunes.

Une phase préparatoire a permis, grâce à un comité restreint et plusieurs ateliers techniques, d'identifier des thématiques prioritaires et de produire des contenus de base. Ces contenus ont fait l'objet d'une validation par un panel élargi d'acteurs institutionnels, techniques et communautaires afin d'assurer leur pertinence, leur cohérence, leur sensibilité contextuelle ainsi que leur adéquation aux besoins réels des adolescent·e·s et aux jeunes.

Pourquoi une telle initiative ? Enabel et ses partenaires ont fait le choix stratégique de créer cette plateforme numérique non seulement pour renforcer la diffusion de l'information, mais aussi pour diversifier les approches pédagogiques afin de mieux capter l'attention des jeunes publics. C'est dans cette optique qu'intervient l'intégration d'outils innovants comme le « serious game ».

Le « serious game » combine une intention sérieuse, de type pédagogique, informative ou d'entraînement avec des ressorts ludiques issus du jeu (Jeu + fonction utilitaire). Son objectif est de rendre attrayant le contenu sérieux qui doit être transmis, par une forme, une interaction, des règles et fait appel aux ressources du multimédia comme les images, le son et la vidéo. Il est « Tout jeu dont la finalité première est autre que le simple divertissement » dixit les auteurs du livre « Serious Games : Games that Educate, Train and Inform ».

Grâce à la narration, à l'observation, à l'expérimentation et à la progression, le « serious game » offre un environnement ou l'action et l'interaction amènent les joueurs à s'investir davantage dans leur apprentissage et à mieux en mémoriser les notions et leçons apprises.

L'introduction de cette approche Ludo pédagogique sur le portail traduit la volonté d'Enabel et de ses partenaires d'adapter les modes d'apprentissage aux réalités des jeunes générations et de rendre les sujets sensibles plus accessibles.

Pour passer à la phase opérationnelle, il est désormais nécessaire de mobiliser une expertise technique spécialisée chargée de concevoir, développer et mettre en ligne un portail numérique attractif, interactif, intuitif et durable, facilitant la diffusion des contenus SDSR

aujourd'hui et demain. Ce portail devra également garantir l'accessibilité, la sécurité, ainsi que l'intégration des dimensions de genre et de vulnérabilité.

C'est dans ce cadre qu'un cabinet ou prestataire qualifié est recruté pour appuyer la Direction Régionale de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique, la Direction Régionale de la Jeunesse et de l'Emploi, ainsi que le projet Lasso Santé, dans la conception technique et graphique, le développement, la mise en ligne, la formation à l'administration et la maintenance initiale du portail.

5.2. Description des prestations

5.2.1. Objectifs généraux

L'objectif général de cette mission est de contribuer à améliorer l'accessibilité et aux informations sur la SDSR pour les jeunes et adolescent·e·s de la région de la Boucle du Mouhoun à travers une interface interactive ludique.

5.2.2. Objectifs spécifiques

- Développer une application numérique de jeu(x) intuitif(s), ludique, multilingue (- avec une interface user -friendly) sur la base de contenus définis par le projet ;
- Conduire le processus d'élaboration/validation du cahier de charges du Serious Game : Serious Game Design et story telling par co-création avec les partenaires et utilisateurs finaux de la plateforme ;
- Assurer la traduction/transcription des contenus (leçons apprises, dialogue, texte) du français en langue Dioula ;
- Conduire l'illustration et la validation des personnages, des environnements et interfaces de la plateforme dans un processus participatif avec les partenaires et utilisateurs finaux de la plateforme ;
- Par une ingénierie pédagogique assurer l'apprentissage tout au long du système de progression dans l'environnement du jeu adaptée à la cible.

5.2.3. Résultats attendus

- Une application numérique de jeu(x) intuitif(s), ludique, multilingue (- avec une interface user -friendly) sur la base de contenus définis par le projet est développée
- Le processus d'élaboration/validation du cahier de charges du Serious Game : Serious Game Design et story telling par co-création avec les partenaires et utilisateurs finaux de la plateforme est conduit
- La traduction/transcription des contenus (leçons apprises, dialogue, texte) du français en langue Dioula est assurée
- L'illustration et la validation des personnages, des environnements et interfaces de la plateforme dans un processus participatif avec les partenaires et utilisateurs finaux de la plateforme est assurée
- L'apprentissage tout au long du système de progression dans l'environnement du jeu adapté à la cible est assurée par une ingénierie pédagogique

5.3. Activités/Taches du cabinet du consultant

5.3.1. Conception et développement de l'application (Desktop)

- **Rédaction du cahier des charges technique de l'application et mécanique du jeu :** définition des grandes fonctionnalités du jeu, de sa mécanique d'actions, des langages et outils utilisés et du matériel nécessaire à son déploiement et son utilisation.
- **Description du cadre général :** elle consacre à minima les parties ci-après :
 - La définition du type et mode du jeu : Quiz, Jeux vidéo, 3D, jeu en groupe ou en solo ;
 - L'élaboration des Story Telling (scenarii, dialogues...) sur la base des contenus fournis par des contextes qui traduisent des situations familiaires et favorisent “l'engagement apprenant” pendant et à la fin du parcours en veillant à ce que l'expérience de jeu soit cohérente, engageante et satisfaisante pour les joueurs ;
 - La définition du parcours d'apprentissage en adaptation aux profils cognitifs de la cible (jeunes & adolescent·es alphabétisé·es et non-alphabétisé·es) : nombre de mini-jeu pour l'ensemble des 9 modules définis, niveaux du jeu, les types de stimuli, conditions et règles de progression ;
 - Définition de la liste de matériels nécessaire au déploiement et à l'utilisation de la plateforme.
- **Définition et création de l'identité visuelle de jeu, adaptation des dialogues et des actions**
 - Représentation de l'univers général du jeu en prenant comme référence des environnements locaux et familiers des utilisateurs finaux.
 - Illustration des personnages aux traits (physique- comportement- vêtement) typique du Burkina Faso, des environnements et des interfaces du jeu ;
 - Animation des personnages et objets du jeu ;
 - Adaptation des dialogues/ textes (traduction et transcription) des contenus fournis par Enabel et mise en valeur des notions essentielles des contenus ;
 - Traduction & transcription des dialogues et textes en Dioula.
- **Développement de la plateforme**
 - Conception et développement d'une interface utilisateur simple, intuitive et adaptée aux utilisateurs/utilisatrices alphabétisé(es) et non alphabétisé(es) ;
 - Prévision d'une évolutivité de l'application pour intégrer des besoins futurs.

NB1 : Vous trouverez en annexe les grandes lignes du document à numériser.

NB2 : Dans le cadre de la mise en œuvre de l'action, le prestataire retenu sera chargé de l'organisation de deux (2) ateliers de cocréation. Chaque session réunira environ 15 à 25 participants.

Le prestataire aura comme responsabilités d'assurer la planification logistique des ateliers, incluant la location de la salle adaptée à la taille du groupe, la prise en charge des pause-café et collations, toute autre dépense liée à l'organisation pratique des sessions et intégrer l'ensemble de ces éléments dans le budget prévisionnel de la prestation.

Enabel aura pour rôle d'identifier les partenaires pertinents à mobiliser pour les ateliers et d'assurer l'envoi des invitations aux participants sélectionnés.

5.3.2. Test et Validation

- Tests fonctionnels et techniques, évaluation de l'interface utilisateur et de la performance de l'application ;
- Validation par un panel d'utilisateurs-trices finaux-finales.

5.3.3. Formation des utilisateurs

- Organisation de sessions de formation pour les acteurs en charge de la jeunesse et d'un panel de jeunes et adolescent·e·s ;
- Distribution de manuels et guides pratiques pour accompagner les utilisateurs dans la prise en main de l'application.

5.3.4. Déploiement et Suivi

- Installation de l'application dans les structures ciblées (Centre d'Ecoute et de Dialogue pour Jeune de Dédougou et le Lycée Municipal de Boromo)
- Mise en place d'un système de support technique.
- Suivi de l'utilisation et ajustements selon les retours des utilisateurs.

5.3.5. Livrables

- Analyse des besoins et spécifications fonctionnelles détaillées.,
- Documentation sur les personnages illustrés et leur rôles et dialogues respectifs,
- « Story telling » du jeu avec une illustration de l'environnement général
- Prototype fonctionnel pour validation.
- Solution digitale opérationnelle, incluant formation des utilisateurs.
- Documentation technique et manuels d'utilisation dont code source documentée.
- Rapport de support incluant les modifications apportées au cours de la période de support.
- Rapport final incluant une feuille de route pour la maintenance et les évolutions futures.

5.3.6. Technologies à considérer

- Java EE
- SGBD SQLite
- Python

5.4. Contrainte et Mesures d'atténuation

Contraintes identifiées

- **Littéracie numérique** : Difficultés pour certains utilisateurs peu familiers avec les outils digitaux et concepts à développer.
- **Communication** : La cible inclue à la fois des jeunes/adolescent·es scolarisé·es et non scolarisé·es (barrage linguistique et capacité à la lecture)
- **Disponibilité des utilisateurs finaux** : les utilisateurs finaux sont des adolescent·es et jeunes scolarisés ou en activité. Prendre donc en compte les périodes de disponibilité et contraintes liées aux autorisations parentales.
- **Pérennité et évolutivité de la plateforme**: le besoin de faire évoluer/mettre à jour la plateforme par le partenaire est un point à considérer dans la choix des technologies de développement.

Proposition de mesures d'atténuation

- Prévoir une interface intuitive et simple,
- Privilégier les sons et images illustratives,
- Stimuler l'intérêt et la prise en main de l'outil par une approche originale.
- Sensibiliser les utilisateurs pour encourager l'utilisation de l'application.
- Privilégier les technologies ouvertes et fournir toute la documentation nécessaires (Documentation technique détaillée de l'architecture et des choix technologiques, code source documentée, ...)

5.5. Profil des experts ou expertise demandée

Ressources humaines

- **Game designer (01), chef de projet** : Bac+5 dans le domaine des jeux et media interactifs (métiers de jeu vidéo, Game Design,...) ou justifiant de 10 ans d'expériences dans le domaine du “Game design”. Une expérience justifiée d'au moins 2 projets similaires est demandée. Une expérience spécifique de travail avec les jeunes et adolescent·es non scolarisé·es ou déscolarisé·es sera un atout.

- **Pédagogue spécialiste en genre et VGBG (01)** : Bac+5 en genre ou équivalent justifiant de 7 ans d'expériences dans le domaine de la formation/animation sur les thématiques de Santé et Droits Sexuels et Reproductifs (SDSR) auprès des jeunes/adolescents. Une expérience sur au moins 2 projets similaires est demandée. Des connaissances prouvées en pédagogie des jeunes, et un niveau avancé de langue (parlé) du Mooré et Dioula sont des atouts.
- **Expert UX/UI** (expérience utilisateur/interface utilisateur) **design (01)** : Bac +3/5 en graphisme, multimédia, design numérique ou équivalent avec au moins 5 ans d'expériences en conception/design d'interfaces utilisateurs et expériences utilisateurs dans le cadre d'un développement d'application numérique. La justification de 3 projets similaires est souhaitée. Les compétences en communication (présenter ses idées, communiquer avec les équipes et les utilisateurs finaux) sont des atouts supplémentaires
- **Graphiste (02)** : BAC+3 en graphisme digitale ou équivalent. Expérience avérée de 7 ans en conception graphique et animation 2D/3D. Au moins 2 projets similaires sont souhaités. Une expérience de collaboration dans un projet de “jeu numérique” est un atout.
- **Traducteur-transcripteur (02)** : Français-Dioula avec min. BAC A ou D et 5 ans d'expériences dans la traduction/transcription du français vers le Dioula. Une expérience sur au moins deux projets similaires est souhaitée.
- **Développeurs logiciels (03)** : Bac +3/5 en informatique ou équivalent, avec au moins 5 ans d'expérience en développement de plateformes (desktop et web). Une expérience d'au moins 2 projets de développement jeu numérique est souhaitée.
- **Ingénieur de son/ bruiteur (01)** : Bac+2 en ingénierie son ou équivalent et justifier d'une expérience professionnelle de 7 ans avec au moins 2 expériences similaires en qualité d'ingénieur de son/bruiteur (prise de son, création d'effets sonores, conception sonore, bruitage...). La participation à un projet de développement de jeu est un atout.

5.6. Durée et Calendrier de mise en oeuvre

- **Phase 1** : Conception et développement (6 mois).
- **Phase 2** : Tests et validation (1,5 mois).
- **Phase 3** : Formation et déploiement (1,5 mois).
- **Phase 4** : Suivi et ajustements (3 mois).

5.7. Indicateurs de performance

- Une application de Serious Game qui informe, explique et sensibilise les jeunes et adolescent·e·s sur les notions de la SDSR
- Taux de satisfaction des utilisateurs·trices concernant la qualité et l'utilité des informations SDSR (via sondage ou feedbacks intégrés)
- Nombre de jeunes et adolescent·e·s ayant accédé au portail numérique
- Nombre total de visites mensuelles
- Durée moyenne de session sur le portail
- Score moyen d'apprentissage (avant/après si une évaluation de connaissance est prévue)

5.8. Responsabilité et Parties prenantes

Partie prenante	Rôle et responsabilité
<ul style="list-style-type: none">• Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique à travers ses directions concentrées et déconcentrées• Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi à travers ses directions concentrées et déconcentrées• Ministère de la Santé à travers ses directions concentrées et déconcentrées• Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale à travers ses directions concentrées et déconcentrées• Le Centre d'Ecoute et de Dialogue pour Jeune• Les Jeunes et Adolescent·e·s	<ul style="list-style-type: none">• Coordination, supervision du projet, lead métier ;• Validation des personnages, dialogues, scenario général du jeu et scenarii• Co-validation des livrables techniques
Direction des Systèmes d'Informations du ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique	<ul style="list-style-type: none">• Référent technique• Validation des choix technologiques• Validation des livrables
ENABEL	<ul style="list-style-type: none">• Financement du projet et suivi de sa mise en œuvre dans le cadre du projet LASSO/Santé.• Lead technologique
Cabinet	<ul style="list-style-type: none">• Conception, développement, déploiement et maintenance technique de la plateforme.• Renforcement des capacités des utilisateurs finaux dans la

	<ul style="list-style-type: none"> prise en main de l'application. Transfert de compétences aux partenaires (....)
--	--

5.9. Informations complémentaires (Document de l'offre)

Le soumissionnaire joindra à son offre :

- Note de compréhension des termes de référence.
- Approche méthodologique pour la conduite de la mission
- Proposition technique détaillée (Pertinence et qualité de la solution).
- Proposition financière.
- CV des ressources humaines affectées au projet.

5.10. Grandes lignes du Contenu

Entre autres les grandes lignes des thématiques clés qui seront développées sur la plateforme.

Ces thèmes visent à renforcer les connaissances, les attitudes et les pratiques des adolescent·e·s et jeunes en matière de santé, de citoyenneté, de droits humains et de protection. Chaque thème fera l'objet d'un développement pédagogique adapté, interactif et contextualisé.

Thème 1 : Découverte du corps humain et puberté

- Description et fonction des organes génitaux féminins et masculins
- Changements physiques liés à la puberté chez les filles et les garçons
- Caractéristiques du développement psycho-affectif durant l'adolescence

Thème 2 : Cycle menstruel et gestion des menstrues

- Comprendre le cycle menstruel
- Santé et hygiène menstruelle (SHM) : bonnes pratiques et tabous à déconstruire

Thème 3 : Sexualité responsable

- Définition d'une sexualité responsable et non responsable
- Causes et facteurs de la sexualité non responsable
- Conséquences possibles (grossesse non désirée, IST, abandon scolaire, etc.)
- Comment adopter une sexualité responsable ?

Thème 4 : Infections sexuellement transmissibles (IST) / Maladies sexuellement transmissibles (MST)

- Types courants d'IST/MST
- Symptômes et mesures à prendre en cas d'infection
- Risques et complications liées à une IST non ou mal traitée

Thème 5 : Grossesse précoce, non désirée et contraception

- Enjeux et conséquences des grossesses précoces ou non désirées
- L'avortement : réalités, risques et aspects juridiques
- Contraception : méthodes, accès et choix éclairé

Thème 6 : Violences sexuelles

- Formes de violences sexuelles (harcèlement, attouchements, viol, etc.)
- Mécanismes de prévention et d'alerte

- Prise en charge psychosociale, médicale et juridique des survivant·e·s

Thème 7 : Violences et addictions

- Définitions : violence, addiction, dépendance
- Types d'addictions (alcool, tabac, drogues, etc.)
- Conséquences des addictions sur la santé et la vie sociale
- Lien entre violences et consommation de substances

Thème 8 : Civisme et citoyenneté

- Connaissance des institutions de la République du Burkina Faso
- Symboles nationaux : armoiries et devise du pays
- Droits et devoirs du citoyen
- Formes et canaux de participation citoyenne

Thème 9 : Pratiques traditionnelles néfastes

- Mutilations génitales féminines (MGF)
- Mariages d'enfants, mariages précoces et/ou forcés
- Gavage et purges traditionnelles : impacts sur la santé

Glossaire : Définitions des concepts clés

Un lexique sera annexé pour expliquer de manière simple les concepts intéressent les jeunes et adolescent·e·s.

6. Formulaires

6.1. Formulaire d'identification

Nom et prénom du soumissionnaire ou dénomination de la société et forme juridique	
Nationalité du soumissionnaire et du personnel (en cas de différence)	
Domicile / Siège social	
Numéro de téléphone	
Numéro d'inscription Office National de Sécurité Sociale ou équivalent	
Numéro d'enregistrement au registre national (des entreprises) / numéro IFU	
Représenté(e) par le(s) soussigné(s) (nom, prénom et qualité)	
Personne de contact (numéro de téléphone, e-mail)	
En cas de différence : chef du projet (numéro de téléphone, e-mail)	
Numéro de compte pour les paiements Institution financière Ouvert au nom de Joindre le RIB	

Nom :

Signature :

6.2. Déclaration d'intégrité pour les soumissionnaires

Par la présente, le soumissionnaire déclare ce qui suit :

- Ni les membres de l'administration, ni les employés, ni toute personne ou personne morale avec laquelle le soumissionnaire a conclu un accord en vue de l'exécution du marché, ne peuvent obtenir ou accepter d'un tiers, pour eux-mêmes ou pour toute autre personne ou personne morale, un avantage appréciable en argent (par exemple, des dons, gratifications ou avantages quelconques), directement ou indirectement lié aux activités de la personne concernée pour le compte de Enabel.
- Les administrateurs, collaborateurs ou leurs partenaires n'ont pas d'intérêts financiers ou autres dans les entreprises, organisations, etc. ayant un lien direct ou indirect avec Enabel (ce qui pourrait, par exemple, entraîner un conflit d'intérêts).
- Nous avons pris connaissance des articles relatifs à la déontologie et à la lutte contre la corruption repris dans le cahier spécial des charges et nous déclarons souscrire et respecter entièrement ces articles.

Nous sommes de mêmes conscients du fait que les membres du personnel de Enabel sont liés aux dispositions d'un code éthique qui précise ce qui suit : « Afin d'assurer l'impartialité des membres du personnel, il leur est interdit de solliciter, d'exiger ou d'accepter des dons, gratifications ou avantages quelconques destinés à eux-mêmes ou des tiers, que ce soit ou non dans l'exercice de leur fonction, lorsque les dons, gratifications ou avantages précités sont liés à cet exercice. Notons que ce qui importe le plus dans cette problématique est moins l'enrichissement résultant de l'acceptation de dons, gratifications ou avantages de toute nature, que la perte de l'impartialité requise du membre du personnel dans l'exercice de sa fonction. À titre personnel, les membres du personnel n'acceptent aucune gratification, aucun don ni avantage financier ou autre, pour les services rendus ».

Si le marché précédent devait être attribué au soumissionnaire, nous déclarons, par ailleurs, marquer notre accord avec les dispositions suivantes :

- Afin d'éviter toute impression de risque de partialité ou de connivence dans le suivi et le contrôle de l'exécution du marché, il est strictement interdit au contractant du marché (c'est-à-dire les membres de l'administration et les travailleurs) d'offrir, directement ou indirectement, des cadeaux, des repas ou un quelconque autre avantage matériel ou immatériel, quelle que soit sa valeur, aux membres du personnel de Enabel, qui sont directement ou indirectement concernés par le suivi et/ou le contrôle de l'exécution du marché, quel que soit leur rang hiérarchique.
- Tout contrat (marché public) sera résilié, dès lors qu'il s'avérerait que l'attribution du contrat ou son exécution aurait donné lieu à l'obtention ou l'offre des avantages appréciables en argent précités.
- Tout manquement à se conformer à une ou plusieurs des clauses déontologiques peut aboutir à l'exclusion du contractant du présent marché et d'autres marchés publics pour Enabel.
- Le contractant du marché (adjudicataire) s'engage à fournir au pouvoir adjudicateur, à sa demande, toutes les pièces justificatives relatives aux conditions d'exécution du contrat. Le pouvoir adjudicateur pourra procéder à tout contrôle, sur pièces et sur place, qu'il estimerait nécessaire pour réunir des éléments de preuve sur une présomption de frais commerciaux inhabituels.

Le soumissionnaire prend enfin connaissance du fait que Enabel se réserve le droit de porter plainte devant les instances judiciaires compétentes lors de toute constatation de faits allant à l'encontre de la présente déclaration et que tous les frais administratifs et autres qui en découlent sont à charge du soumissionnaire.

Nom et prénom :

Date :

Signature autorisée :

6.3. Déclaration 'droits d'accès'

Par la présente, je/nous, agissant en ma/notre qualité de représentant(s) légal/ légaux du soumissionnaire précité, déclare/rons que le soumissionnaire ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion suivants :

1. Le soumissionnaire ni un de ses dirigeants a fait l'objet d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire ayant force de chose jugée pour l'une des infractions suivantes :
 - 1° participation à une organisation criminelle ;
 - 2° corruption ;
 - 3° fraude ;
 - 4° infractions terroristes, infractions liées aux activités terroristes ou incitation à commettre une telle infraction, complicité ou tentative d'une telle infraction ;
 - 5° blanchiment de capitaux ou financement du terrorisme ;
 - 6° travail des enfants et autres formes de traite des êtres humains ;
 - 7° occupation de ressortissants de pays tiers en séjour illégal ;
 - 8° la création de sociétés offshore.

L'exclusion sur base de ce critère vaut pour une durée de 5 ans à compter de la date du jugement.

2. Le soumissionnaire ne satisfait pas à ses obligations relatives au paiement d'impôts et taxes ou de cotisations de sécurité sociale pour un montant de plus de 5.000 €, sauf lorsque le soumissionnaire peut démontrer qu'il possède à l'égard d'un pouvoir adjudicateur une ou des créances certaines, exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers. Ces créances s'élèvent au moins à un montant égal à celui pour lequel il est en retard de paiement de dettes fiscales ou sociales ;
3. le soumissionnaire est en état de faillite, de liquidation, de cessation d'activités, de réorganisation judiciaire, ou a fait l'aveu de sa faillite, ou fait l'objet d'une procédure de liquidation ou de réorganisation judiciaire, ou est dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans d'autres réglementations nationales ;
4. le soumissionnaire ou un de ses dirigeants a commis une faute professionnelle grave qui remet en cause son intégrité.

Sont entre autres considérées comme telle faute professionnelle grave :

- a) une infraction à la Politique de Enabel concernant l'exploitation et les abus sexuels – juin 2019 ;
- b) une infraction à la Politique de Enabel concernant la maîtrise des risques de fraude et de corruption – juin 2019 ;
- c) une infraction relative à une disposition d'ordre réglementaire de la législation locale applicable relative au harcèlement sexuel au travail ;
- d) le soumissionnaire s'est rendu gravement coupable de fausse déclaration ou faux documents en fournissant les renseignements exigés pour la vérification de l'absence de motifs d'exclusion ou la satisfaction des critères de sélection, ou a caché des informations ;
- e) lorsque Enabel dispose d'éléments suffisamment plausibles pour conclure que le soumissionnaire a commis des actes, conclu des conventions ou procédé à des ententes en vue de fausser la concurrence.

La présence du soumissionnaire sur une des listes d'exclusion Enabel en raison d'un tel acte/convention/entente est considérée comme élément suffisamment plausible.

5. lorsqu'il ne peut être remédié à un conflit d'intérêts par d'autres mesures moins intrusives ;
6. des défaillances importantes ou persistantes du soumissionnaire ont été constatées lors de l'exécution d'une obligation essentielle qui lui incombaient dans le cadre d'un contrat

antérieur passé avec un autre pouvoir public, lorsque ces défaillances ont donné lieu à des mesures d'office, des dommages et intérêts ou à une autre sanction comparable.

Sont considérées comme ‘défaillances importantes’ le respect des obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail établies par le droit de l’Union européenne, le droit national, les conventions collectives ou par les dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail.

La présence du soumissionnaire sur la liste d’exclusion Enabel en raison d'une telle défaillance sert d'un tel constat.

7. des mesures restrictives ont été prises vis-à-vis du contractant dans l’objectif de mettre fin aux violations de la paix et sécurité internationales comme le terrorisme, les violations des droits de l’homme, la déstabilisation des États souverains et la prolifération d’armes de destruction massive.
8. Le soumissionnaire ni un de des dirigeants se trouvent sur les listes de personnes, de groupes ou d’entités soumises par les Nations-Unies, l’Union européenne et la Belgique à des sanctions financières :

Pour les Nations Unies, les listes peuvent être consultées à l’adresse suivante :

<https://finances.belgium.be/fr/tresorerie/sanctions-financieres/sanctions-internationales-nations-unies>

Pour l’Union européenne, les listes peuvent être consultées à l’adresse suivante :

<https://finances.belgium.be/fr/tresorerie/sanctions-financieres/sanctions-europ%C3%A9ennes-ue>

<https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/8442/consolidated-list-sanctions>

https://eeas.europa.eu/sites/eeas/files/restrictive_measures-2017-01-17-clean.pdf

Pour la Belgique :

https://finances.belgium.be/fr/sur_le_spf/structure_et_services/administrations_générales/tr%C3%A9sorerie/contr%C3%B4le-des-instruments-1-2

Le soumissionnaire consent formellement à ce que Enabel ait accès aux documents justificatifs étayant les informations fournies dans le présent document.

Nom et prénom :

Date :

Signature autorisée :

6.4. Procuration

Le soumissionnaire doit joindre à son offre la **procuration** autorisant la personne à signer l'offre et toute la documentation correspondante ou tout document attestant que la personne qui signe est bien habilitée à le faire (statuts, mandats, acte notarié...).

En cas d'**association momentanée**, l'offre conjointe doit préciser le rôle de chaque membre de l'association. Un chef de file doit être désigné et la procuration doit être complétée en conséquence.

6.5. Enregistrement et statut juridique

Le soumissionnaire doit joindre à son offre une copie des documents⁹ originaux relatifs à son **enregistrement** et/ou son **statut juridique**, qui établissent son lieu d'enregistrement et/ou son siège statutaire (certificat de constitution ou d'enregistrement, etc.).

6.6. Attestation de régularité relative au paiement des cotisations sociales

Au plus tard avant l'attribution du marché, le soumissionnaire joindra à son offre une **attestation⁹ récente de régularité** avec ses obligations relatives au **paiement des cotisations sociales** selon les dispositions légales du pays où il est établi. Le soumissionnaire enregistré en Belgique joindra à son offre l'attestation portant sur le dernier trimestre civil écoulé avant la date limite de réception des demandes de des offres.

6.7. Attestation de régularité relative au paiement des impôts et taxes

Au plus tard avant l'attribution du marché, le soumissionnaire joindra à son offre une **attestation⁹ récente de régularité** avec ses obligations relatives au **paiement des impôts et taxes** selon les dispositions légales du pays où il est établi.

6.8. Extrait de casier judiciaire

Au plus tard avant l'attribution du marché, le soumissionnaire joindra à son offre l'**extrait de casier judiciaire⁹** au nom du soumissionnaire (personne morale) ou de son représentant (personne physique) s'il n'existe pas de casier judiciaire pour les personnes morales (ex. Certificat de bonne conduite d'Interpol).

⁹ En cas d'association momentanée, l'attestation doit être présentée pour tous les membres de l'association.

6.9. Liste des services similaires

Le soumissionnaire doit joindre à son offre la **liste des principaux services de nature et de complexité comparable** en précisant le montant et les dates pertinentes¹⁰, ainsi que les organismes publics ou privés pour le compte desquels elles ont été effectuées, démontrant que le soumissionnaire dispose de l'expérience suffisante pour mener à bien le marché

- Avoir au moins deux (02) références récentes de plateformes dans la conception et le développement de Serious Game au cours des sept (07) dernières années**
- Expérience de développement d'applications inclusifs (pour des bénéficiaires scolarisés et non scolarisés) est un atout**

Description des principaux services de nature et de complexité comparable	Lieux d'exécution	Montants concernés	Dates de réalisation au cours des 7 dernières années	Nom des organismes publics ou privés

6.10. Certificats de bonne exécution

Pour chacun des services présentés dans le tableau ci-dessus, le soumissionnaire doit joindre les copies des contrats et certificats de bonne exécution (PV de réception) et tout document justificatif (contrats, factures, etc.) approuvé par l'entité qui a attribué le marché.

¹⁰ En cas de contrat-cadre (sans valeur contractuelle), seuls les contrats correspondant aux tâches mises en œuvre dans le cadre d'un tel contrat seront pris en considération.

6.11. Offre financière et formulaire d'offre

Ne changez pas le formulaire d'offre. Les réserves ne sont pas autorisées. Les soumissionnaires doivent, sous peine d'irrégularité substantielle, indiquer les prix en Francs CFA et hors TVA.

En déposant son offre, le soumissionnaire déclare explicitement accepter toutes les conditions énumérées dans le cahier spécial des charges et renoncer aux éventuelles dispositions dérogatoires comme ses propres conditions. Le soumissionnaire s'engage à exécuter le présent marché conformément aux dispositions du cahier spécial des charges au prix global forfaitaire suivant, exprimés en Francs CFA et hors TVA (en chiffres) :

Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire*	Total HTVA*
Expert principal 1 (Game designer)	H/J	60		
Expert principal 2 (Pédagogue spécialiste en genre et VGBG)	H/J	20		
Expert principal 3 (Expert UX/UI design)	H/J	20		
Expert principal 4 (Graphiste N°1)	H/J	20		
Expert principal 5 (Graphiste N° 2)	H/J	20		
Expert principal 6 (Traducteur-transcripteur N° 1)	H/J	25		
Expert principal 7 (Traducteur-transcripteur N° 2)	H/J	25		
Expert principal 8 (Développeurs logiciels N°1)	H/J	25		
Expert principal 9 (Développeurs logiciels N°2)	H/J	25		
Expert principal 10 (Développeurs logiciels N°3)	H/J	25		
Expert principal 11 (Ingénieur de son/ bruiteur)	H/J	30		
Frais administratif (Atelier de co-création)	Session	02		
Total HTVA :				
TVA :				
Total TTC :				

Nom et prénom :

Dûment autorisé à signer au nom de :

Lieu et date :

Signature autorisée :

6.12. Méthodologie

Le soumissionnaire doit joindre à son offre une méthodologie (compréhension des Termes de Référence, approche, calendrier des activités) basée sur les instructions décrites dans les Termes de Référence.

1. **Compréhension des Termes de Référence** : Toute remarque relative aux Termes de Référence, importante pour la bonne réalisation des activités, en particulier des objectifs et des résultats escomptés, montrant le degré de compréhension du marché. Enseignements tirés d'expériences similaires antérieures dans la région. Avis sur les principaux sujets relatifs à la réalisation des objectifs principaux du marché et des résultats escomptés. Explication des risques et des hypothèses ayant une incidence sur l'exécution du marché.
2. **Approche** : Aperçu de l'approche proposée pour la mise en œuvre du marché. Liste des activités proposées considérées comme nécessaires pour atteindre les objectifs du marché. Ressources et résultats correspondants.
3. **Plan de déploiement et accompagnement au changement** : C'est l'ensemble des solutions techniques proposées pour répondre à la problématique. Il s'agit des technologies utilisées pour la création de l'application et du tableau dynamique ; de l'architecture de l'application, du tableau dynamique et de leur déploiement
4. **Calendrier des activités** : Calendrier, chronologie et durée des activités proposées, en tenant compte du temps de mobilisation. Identification et répartition dans le temps des principales étapes de l'exécution du marché, en précisant notamment comment les résultats obtenus seront pris en compte dans les rapports, en particulier dans ceux stipulés dans les Termes de Référence. Les méthodologies prévues dans l'offre doivent inclure un plan de travail envisageant les ressources à mobiliser.

Veuillez noter que la « Compréhension des Termes de Référence » et la « Approche » ne peut pas dépasser 15 pages. Ne répétez / copier pas les TdR.

6.13. Experts principaux

Le soumissionnaire doit compléter et joindre le **tableau** ci-dessous, ainsi que le **CV de chaque expert principal proposé** pour la mise en œuvre de ce marché de services. Il convient de noter qu'aucun CV ne doit être fourni pour les experts autres que principaux. L'équipe de consultants se composera **au maximum de onze experts principaux** : un chef d'équipe et dix experts principaux.

Le CV de chaque expert principal devrait se limiter à 3 pages et un seul CV doit être fourni pour chaque poste identifié dans les Termes de référence. Les qualifications et l'expérience de chaque expert principal doivent clairement correspondre aux profils indiqués dans les Termes de référence. Les copies des diplômes de chaque expert principal doivent être jointes à l'offre.

Nom de l'expert	Rôle proposé	Années d'expérience	Niveau de formation	Domaine(s) de spécialisation
	Expert principal 1 (Game designer)			
	Expert principal 2 (Pédagogue spécialiste en genre et VGBG)			
	Expert principal 3 (Expert UX/UI design)			
	Expert principal 4 (Graphiste N°1)			
	Expert principal 5 (Graphiste N° 2)			
	Expert principal 6 (Traducteur-transcripteur N° 1)			

	Expert principal 7 (Traducteur-transcriiteur N° 2)			
	Expert principal 8 (Développeurs logiciels N°1)			
	Expert principal 9 (Développeurs logiciels N°2)			
	Expert principal 10 (Développeurs logiciels N°3)			
	Expert principal 11 (Ingénieur de son/bruiteur)			

6.14. Déclaration d'exclusivité et de disponibilité

En soumettant cette offre, le soumissionnaire déclare explicitement que les experts principaux suivants sont disponibles pendant toute la période de mise en œuvre les tâches définies dans les Termes de Référence et/ou dans la méthodologie¹¹. Les experts principaux ne seront pas remplacés lors de la mise en œuvre du marché sans l'approbation écrite préalable du pouvoir adjudicateur¹².

Expert principal	Du :	Au :
Expert principal 1 (chef d'équipe : Game designer)		
Nom :	Octobre 2025	Novembre 2026
Expert principal 2 (Pédagogue spécialiste en genre et VGBG)		
Nom :	Octobre 2025	Novembre 2026
Expert principal 3 (Expert UX/UI design)		
Nom :	Octobre 2025	Novembre 2026
Expert principal 4 (Graphiste N°1)		
Nom :	Octobre 2025	Novembre 2026
Expert principal 5 (Graphiste N° 2)		
Nom :	Octobre 2025	Novembre 2026
Expert principal 6 (Traducteur-transcripteur N° 1)		
Nom :	Octobre 2025	Novembre 2026
Expert principal 7 (Traducteur-transcripteur N° 2)		
Nom :	Octobre 2025	Novembre 2026
Expert principal 8 (Développeurs logiciels N°1)		
Nom :	Octobre 2025	Novembre 2026
Expert principal 9 (Développeurs logiciels N°2)		
Nom :	Octobre 2025	Novembre 2026
Expert principal 10 (Développeurs logiciels N°3)		

¹¹ Tout expert engagé dans le cadre d'un autre marché, pour lequel la contribution de son poste pourrait être requise aux mêmes dates que ses activités au titre du présent marché, ne doit en aucun cas être proposé comme expert principal pour ce marché. Par conséquent, les dates/périodes incluses pour un expert principal dans la déclaration de disponibilité ne doivent pas faire double emploi avec les dates auxquelles il/elle s'engage à travailler en tant qu'expert principal pour tout autre contrat.

¹² En cas de remplacement, les qualifications et l'expérience de l'expert doivent être au moins égales à celles de l'expert principal proposé dans l'offre.

Nom :	Octobre 2025	Novembre 2026
Expert principal 11 (Ingénieur de son/ bruiteur		
Nom :	Octobre 2025	Novembre 2026

Nom et prénom :

Date :

Signature autorisée :

6.15. Modèle de preuve de constitution de cautionnement

Uniquement pour l'adjudicataire :

Banque X

Adresse

Cautionnement n° X

Ce cautionnement est émis dans le cadre de la Loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, et conformément aux Règles Générales d'Exécution (RGE) de l'Arrêté Royal du 14 janvier 2013 établissant les Règles Générales d'Exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics.

X, adresse (la « Banque »)

déclare, par la présente, se constituer caution à concurrence d'un montant maximum de X FCFA(X FCFA) au profit de l'Agence belge de développement, Enabel, pour les obligations de X, adresse en vertu du marché :

« Mise en Place d'une plateforme de jeu « Serious Game » de sensibilisation & de formation sur la SDSR pour les jeunes & adolescent-e-s de la région de la Boucle du Mouhoun , cahier spécial des charges Enabel, BFA23002-10041 » (le « Marché »).

En conséquence, la Banque s'engage, sous la renonciation du bénéficiaire, à payer jusqu'à concurrence du montant maximum, tout montant dont X pourrait être redevable envers l'Agence belge de développement, Enabel au cas où X serait en défaut d'exécution du « Marché ».

Cette caution est libérable conformément aux dispositions du cahier spécial des charges BFA23002-10041 et des Articles 25-33 des Règles Générales d'Exécution, et au plus tard à l'expiration des 18 mois après la réception provisoire du marché.

Tout appel au présent cautionnement doit être adressé par lettre à la Banque X, adresse avec mention de la référence BFA23002-10041.

Tout paiement effectué en vertu du présent cautionnement réduira de plein droit le montant cautionné par la Banque.

Le cautionnement est régi par le droit belge et seuls les tribunaux belges sont compétents pour statuer sur tout litige.

Fait à X le X

Nom :

Signature :